

COMMUNISTES : 27 boulevard Saint Martin F-75003 Paris

communistes@sitecommunistes.org

hebdo@sitecommunistes.org

www.sitecommunistes.org

Résumé Eco / Social N° 196 : Semaine du 14 octobre 2024



LES SAPEURS POMPIERS DE LYON SE FONT ENTENDRE : LES CADRES DU SDMIS EN GRÈVE JEUDI 10 OCTOBRE À LYON !

Alors que le mouvement des pompiers engagé depuis le 1er octobre se poursuit, ce sont les cadres du SDMIS de Lyon qui se sont mis dans la lutte le jeudi 10 octobre. C'est une grève "historique". Un rassemblement a eu lieu à 14h30 devant l'état-major du SDMIS.

Les cadres du SDMIS revendiquent la "revalorisation du pouvoir d'achat pour l'ensemble des agents suite à la suppression d'une prime de logement". Les grévistes demandent également la "mise en place d'un plan de recrutement avec création de postes en réponse à l'augmentation de la charge opérationnelle et fonctionnelle".

Depuis le 1er octobre les pompiers du SDMIS du Rhône et de la Métropole de Lyon sont en grève illimitée pour dénoncer la suppression de cette prime logement. Le mardi 1er octobre une quarantaine d'entre eux se sont fait entendre à l'Hôtel de Métropole. Ils ont été reçus par la direction générale de la Métropole de Lyon.

Face à ce mouvement, le président de la Métropole de Lyon, Bruno Bernard appelle l'État à renforcer les capacités de financement des SDMIS.

Le Président de la métropole a expliqué : "Ce qui se passe aujourd'hui a au moins le mérite de poser sur la table la question du financement des SDMIS à long terme." Une réunion en ce sens devrait avoir lieu à la préfecture du Rhône, réunissant les syndicats de sapeurs-pompiers, les services de l'Etat, le SDMIS, le département et la Métropole. "En tant que financeur, nous n'avons pas récupéré l'argent de ces primes", assure-t-il. Et d'ajouter : "C'est à eux de voir comment ces

primes, qui ne sont plus versées, peuvent être travaillées avec les organisations syndicales pour rester aux salariés."

La prime en question a été supprimée par le SDMIS suite au rapport de la Chambre régionale des comptes indiquant qu'elle ne reposait sur aucun "*fondement juridique propre*". Une situation qui risque de s'aggraver encore avec l'austérité renforcée que le gouvernement Barnier veut imposer aux collectivités.

Le mouvement social des pompiers est également lié à l'absence de prime pour la profession lors des Jeux olympiques de Paris, La Métropole de Lyon et le département du Rhône étaient invités par l'Etat à financer à 50 % une prime de 700 €. "*L'État décide de donner une prime pour les JO, mais il ne peut nous demander après de la financer*".

"En 2024, notre budget pour le SDMIS s'élève à un peu plus de 130 millions d'euros", soit 80 % du financement total du SDMIS, (les 20 % restants étant à la charge du département et des communes du Rhône). "*Nous avons fait un effort considérable, néanmoins, cela ne suffit pas*", a-t-il reconnu, invitant l'Etat à faire plus.

Dans son budget de fonctionnement 2025, la Métropole maintiendra son budget SDMIS en hausse, à hauteur de - **0,5 % de l'inflation**. Le Président déploré "*la faiblesse des financements*" de l'Etat : "*Les missions des SDIS ne font qu'augmenter, les coûts ne font qu'augmenter. Le système est à bout de souffle, tout le monde connaît le problème et il ne se passe rien depuis 2022.*" Et d'appeler à une augmentation de la taxe sur les conventions d'assurance (TSCA) pour dégager de nouvelles recettes et augmenter le budget des services d'incendie et de secours.

"C'est la piste la plus rapide et la plus logique. Plus les pompiers arrivent vite, moins il y a des coût pour les assurances". En 2023, la ministre Borne a été saisie et un amendement au projet de loi de finances 2024 a été déposé, mais balayé par le 49.3.

Entre 2018 et 2023, la TSCA a augmenté de 20 % tandis que les contributions de la Métropole et du Département au SDMIS n'ont augmenté que de 8 %. La Métropole de Lyon n'affecte que 37 % du montant de la TSCA qu'elle perçoit au financement du SDMIS et ce sont 28 % pour le département. Mardi 8 octobre, suite à leur assemblée générale, 300 à 400 sapeurs pompiers ont occupé et bloqué le périphérique lyonnais, pendant une quinzaine de minutes. Ils souhaitent ainsi montrer le temps d'intervention et attirer l'attention sur les manques de moyen.

LE MAL-LOGEMENT DANS LES HAUTS DE FRANCE : 300.000 PERSONNES VIVENT DANS UN LOGEMENT INDIGNE !

C'est l'enfer, on est constamment malades !

Depuis 2012, Hélène et ses enfants vivent dans un logement du parc social lillois rongé, d'années en années, par l'humidité et les moisissures. La santé de la famille en pâtit lourdement. Dans les Hauts-de-France, 300.000 personnes vivent dans un logement potentiellement indigne.

C'est la première chose qu'Hélène et ses enfants voient lorsqu'ils ouvrent les yeux le matin. La moisissure. Elle colore en noir et en vert les quatre coins de leurs chambres. Hélène a tout essayé. Nettoyer, peindre, rien n'y fait. La moisissure revient toujours. "*C'est l'enfer. On est constamment malades. On se sent mal. On ne peut plus inviter personne à la maison. On se sent isolés et démunis*", confie cette mère de famille, qui a choisi de témoigner anonymement pour protéger ses enfants de "*la honte*" du mal logement.

Des conséquences sur la santé de la famille !

La famille a emménagé en 2012 dans ce logement du parc social situé à Lille (Nord). Si, au début, tout allait bien, la situation s'est peu à peu dégradée. En témoignent les fissures dans les murs, l'état d'un des radiateurs de l'appartement, presque entièrement rouillé, ou encore cette prise électrique qui semble vouloir sortir d'un mur.

Dans un rapport, la mairie de Lille elle-même constate les dégâts matériels. Le service d'hygiène a listé de nombreux manquements au règlement sanitaire départemental. Un conseiller médical en environnement intérieur (CMEI) est également venu dans le logement.

Ça a déclenché 35 pneumonies depuis que je suis dans ce logement !

Les conséquences de l'humidité et des moisissures sur la santé de la famille sont récurrentes. Ce mardi, le fils aîné revient tout juste d'un rendez-vous chez le médecin. "*Je pensais que c'étaient les symptômes du Covid. Et il me dit clairement que non, c'est une allergie. Je lui explique que ma mère a des moisissures chez elle et il m'a clairement fait comprendre que c'était dû à ça, explique le jeune garçon. Il m'a demandé si j'avais de la toux, j'ai dit oui, que j'étais pris de la gorge, irrité du nez... Ça commence à venir au niveau de mes oreilles, de la tête, tout le système respiratoire, au niveau des poumons également*", détaille-t-il.

Hélène est atteinte d'une sclérose tubéreuse de Bourneville, une maladie génétique rare. Elle dit souffrir chaque jour un peu plus malgré la morphine et la ventoline. "*C'est une maladie qui attaque les reins, les poumons, le cœur, le cerveau, la peau...*", énumère Hélène. "*Et en fait, ça a déclenché 35 pneumonies depuis que je suis dans ce logement*", révèle celle qui a été hospitalisée à de nombreuses reprises. Si bien que la plupart du temps, Hélène dort sur le canapé, sa chambre étant trop infestée par les moisissures.

Des propositions de relogement inadaptées !

"*Ils n'ont jamais bougé. Pour eux, c'est moi qui entretient mal le logement, qui ne chauffe pas assez ! Pourtant, j'ai 600€ de factures d'électricité par mois*", dénonce-t-elle. "*Eux*", ce sont les services du bailleur social, Vilogia. Depuis 7-8 ans, Hélène demande à ce que des travaux soient effectués. Des propositions de relogement ont été faites, mais bien trop loin de ses besoins. "*On m'a dit qu'il n'y avait pas de relogement possible dans les alentours de la MEL [La Métropole Européenne de Lille], que j'étais pas assez prioritaire*", relate la mère de famille.

Deux villes lui ont été proposées. "*Vous choisissez quoi ? Douai ou Dunkerque ? Vous avez deux minutes pour répondre, deux minutes. J'étais piégée en fait.*" Si elle reste dans son logement, c'est parce qu'elle n'a "*pas le choix*". Le logement privé est trop cher. Et elle doit rester aux alentours de Lille pour son suivi médical à l'hôpital. Hélène fait tout à pied. "*J'ai plus d'immunité. La dernière fois que j'ai pris les transports en commun, je me suis retrouvée 15 jours à l'hôpital.*"

Le taux de pauvreté atteint 19,5% dans le Nord !

Le taux de pauvreté dans les Hauts-de-France est passé de 17,2 à 18% dans la région entre 2020 et 2021, contre 14,5% au niveau national. Il atteint même **19,5% dans le département du Nord**. Hélène touche l'AAH, des allocations familiales et une pension alimentaire. Une fois le loyer et les factures payées, il lui reste à elle et ses deux enfants à charge environ **250 à 300€ par mois pour vivre**.

C'est pas normal qu'il y ait autant de gens qui souffrent et que les lois ne changent pas !

Excédée, la mère de famille a suspendu le paiement de ses loyers pendant plusieurs mois. Une erreur admet-elle. Elle dit aujourd'hui avoir totalement régularisé son dossier. "*C'est pas normal qu'il y ait autant de gens qui souffrent et que les lois ne changent pas*", souffle Hélène.

10.000 SALARIÉ-ES MILEE SACRIFIÉ-ES, QUE FAIT L'ÉTAT ?

Après un placement en redressement judiciaire le 30 mai 2024, l'entreprise Milee (anciennement Adrexo) est déclarée en liquidation judiciaire dès le 9 septembre 2024. Conséquence : en quelques mois, 10.000 salarié-e-s déjà précarisé-e-s se retrouvent sans emploi ni ressource.

C'est la plus grosse catastrophe sociale en France depuis plus de quarante ans !

Comment expliquer une telle catastrophe alors qu'il y a moins d'un an, les liquidités de Milee s'élevaient à 151 millions d'euros ? Comment a-t-elle pu, malgré des retards permanents dans le règlement des salaires, se retrouver en cessation de paiement ?

La CGT dénonce les manquements de la direction de l'entreprise. Elle s'interroge sur les sommes qui se sont évaporées et sur les dépenses inutiles des derniers mois qui pourraient s'apparenter à des abus de biens sociaux. Elle s'interroge également sur ceux de l'État et interpelle ses différents services sur le sort des salariés de Milee, qui n'émeut apparemment personne, et dont l'immense majorité sont des salarié-e-s à temps partiel payé-e-s **500 à 600 € par mois !** Petit historique : la société avait été cédée il y a huit ans par le groupe Spir Communication (Groupe Sipa – Ouest-France) pour 1 euro symbolique à un trio d'actionnaires, Éric Paumier, Frédéric Pons et Guillaume Salabert, avec en prime la pleine propriété du siège social et une soulte de 70 millions

d'euros.

Dès leurs prises de fonction, ceux-ci ont immédiatement créé une société civile immobilière leur permettant de s'accaparer le siège social (d'une valeur de plus de 10 millions d'euros) et de créer la nouvelle holding, Hopps, afin de prendre le contrôle d'entreprises proches de la faillite sans aucun rapport avec le cœur de métier d'Adrexo : Pataugas, Watts, Cibléo. Tout cela au détriment de la pérennité de Milee.

À cause de ces achats de sociétés en difficultés et du renflouement des comptes de l'entreprise Colis Privé, proche à l'époque du dépôt de bilan, le trio infernal a vidé les caisses de Milee, puis a revendu cette filiale pour un montant de 600 millions d'euros au milliardaire Rodolphe Saadé, propriétaire de CMA-CGM, somme qui n'est jamais apparue dans les comptes de Milee. La gestion non contrôlée de la distribution du matériel électoral pour les élections régionales de 2021, dont Milee avait la charge, et le non-paiement par l'État de plusieurs centaines de millions d'euros au terme de la procédure, ont largement contribué à détériorer encore la situation de l'entreprise.

Dans l'urgence, la CGT exige que l'État agisse rapidement afin que les salarié-es soient payé-es et accompagné-es le mieux possible pour amortir les effets de ce désastre social qui s'annonce. Elle exige également que toute la lumière soit faite sur les agissements des actionnaires et des pouvoirs publics dans ce dossier de liquidation qui va précipiter plus de 10.000 familles dans la plus grande pauvreté.

AGCO À BEAUVAIS (OISE) : LA DIRECTION PRÉVOIT LA SUPPRESSION DE 103 POSTES !

La menace planait depuis le début de l'été : le fabricant de tracteurs Massey Ferguson envisage de supprimer 6,2 % de ses effectifs sur le site beauvaisien. Les services engineering (59 postes) et informatiques (10 postes) seront particulièrement touchés. Dans une moindre mesure, les services achats, qualité, ressources humaines seront également concernés. Il n'est pour l'heure pas question de suppression de postes au sein de la production.

Il y a moins d'un an, AGCO touchait 13 millions d'euros de l'état pour la construction d'un pont pour la réunification de ses deux sites de production, en échange de la **création de 300 emplois**.

Après avoir liquidé les intérimaires, le site beauvaisien se plie aux injonctions du géant américain et supprime 103 postes. "*Et ce n'est que le début*" déclare un salarié.

La direction confirme la passe difficile que traverse l'entreprise. "*Il n'y a pas que Beauvais qui est concerné*", mais nous allons parler aux salarié-e-s !!!

Au total, 1.500 emplois devraient être supprimés à travers le monde. Il est également prévu de mettre la production à l'arrêt pendant les deux semaines de vacances de la Toussaint.

MONDEVILLE (CALVADOS) : UN REPRENEUR EST RECHERCHÉ POUR L'USINE VALEO PRÈS DE CAEN !

Cette semaine, une visite à l'usine Valeo de Mondeville (Calvados) a confirmé les soupçons des salariés et représentants du personnel : « *l'activité de fabrication de capteurs n'étant plus considérée comme stratégique pour Valeo* », rapportent les syndicats, l'équipementier automobile souhaite vendre son site industriel aux portes de Caen, où plus de 200 personnes travaillent.

Mercredi 2 octobre 2024, l'usine Valeo de Mondeville a accueilli un haut responsable de l'équipementier automobile français. Les salariés ont eu leurs doutes confirmés : un repreneur est activement recherché.

Spécialisé dans la fabrication de capteurs, le site fait travailler plus de 200 personnes. « **Des échanges sont en cours pour une potentielle vente** », retient Denis Bréant, élu CGT de Valeo Mondeville et représentant de la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FTM) de ce même syndicat, s'agissant de ce rendez-vous.

« Une activité qui n'est plus stratégique » !

Quelques jours auparavant, la CFDT du groupe rappelait, dans un communiqué de presse, que « **l'activité de fabrication de capteurs n'est plus considérée comme stratégique pour**

Valeo », ce qui pousse ses dirigeants à envisager des restructurations. Cela concerne notamment également trois sites en Sarthe, dans les Yvelines et en Isère, où règnent des craintes de fermeture, et celui de Mondeville.

APF FRANCE HANDICAP : LES SALARIÉS SE MOBILISENT CONTRE DES CENTAINES DE LICENCIEMENTS !

Une centaine de salarié-es venus de toute la France se sont rassemblés mardi 8 octobre devant le siège de l'association APF France Handicap pour protester contre le plan de retour à l'équilibre présenté en conseil social et économique. Ce plan prévoit entre **300 et 400 licenciements**, majoritairement dans les postes administratifs.

«Déficit structurel», à qui la faute ? Sûrement pas nous ! » peut-on lire sur la pancarte de Katia. Comme elle, la centaine de salarié-es rassemblés devant le siège d'APF France Handicap a l'impression de payer une addition dont ils ne sont pas responsables.

À l'intérieur du bâtiment, la direction présente, au cours d'un conseil social et économique exceptionnel, son plan de retour à l'équilibre qui prévoit **le licenciement de 300 personnes et contraint à la mobilité 100 salarié-es**, d'après Fabrice Verdelet, délégué CGT central.

« Bien que les suppressions de postes concernent des personnels administratifs, les centres médico-sociaux vont également être impactés par la volonté de la direction de ne plus remplacer systématiquement les employé-es absents », explique ce dernier.

Des salarié-es sommés de « travailler comme si de rien n'était » !

L'association d'accompagnement des personnes handicapées et de leur famille justifie sa décision par « un déficit record dans un contexte de crise du secteur médico-social ». Pour Pascal Corbex, secrétaire général de la filière action sociale de FO, les salariés de l'APF sont effectivement les victimes du manque de budget alloué au secteur médico-social par les pouvoirs publics.

« L'inflation n'a pas été compensée dans le secteur », affirme-t-il. Consciente de ce manque de financements, Katia pointe également des *« erreurs financières de la direction »*. *« Notre centre de gestion va fermer un an et demi à peine après l'inauguration des locaux »*, déplore-t-elle.

Mais, au-delà du choc des licenciements, la méthode employée a blessé les salarié-es. *« On a appris ça en visioconférence. On nous avait dit la veille de nous connecter, mais personne ne s'est couché en pensant qu'on n'aurait plus de travail le lendemain »*, regrette Marie-France. Et à la fin de cette réunion, on nous a dit : *« surtout, continuez à travailler comme si de rien n'était »*, poursuit-elle écoeürée.

Une méthode « contraire aux valeurs de l'association » !

Fabrice Verdelet ajoute que les licenciements ne devraient prendre effet qu'en mai, une fois que les budgets et comptes seront clôturés : *« On les laisse faire tout le boulot, puis on les remercie »*, se désole-t-il.

Une approche perçue comme *« contraire aux valeurs d'inclusivité défendues par l'association »*, selon Katia. Nathalie, comptable à Amiens, partage cet avis : *« On a choisi de travailler dans l'associatif et on subit une direction digne d'un groupe coté en Bourse. »*

Karen reproche à la direction de licencier des travailleurs handicapés sans disposition particulière. Mère d'un enfant en situation de handicap qu'elle élève seule, elle craint de ne plus pouvoir assumer le remboursement de son crédit immobilier après son licenciement.

Lors de la première suspension du CSE, Fabrice Verdelet se félicite au micro de la mobilisation des salarié-es : en plus de ceux présents à Paris, d'autres se sont rassemblés devant leur établissement.

« La lutte des salarié-es sera cruciale pour mettre la pression sur la direction et obtenir des primes supérieures aux montants légaux lors des licenciements », assure le représentant, pour que la combativité prenne le relais de l'indignation.

MICHELIN : MENACES SUR L'EMPLOI !

Des sites Michelin qui ne tournent pas à plein régime, d'autres comme les Gravanches à Clermont-Ferrand qui vont fermer une semaine. Les syndicats s'attendent à des annonces de

la part du géant du pneu.

Dans les usines Michelin de l'Hexagone, l'heure est à l'inquiétude. La plupart des sites ne tournent pas à plein régime et connaissent une baisse d'activité. Romain Baciak, secrétaire général CGT Michelin à Clermont-Ferrand, explique : *“Il n'y a pas beaucoup de sites qui tournent à régime habituel. Seul le site de Bourges tourne à plein régime pour les pneus avions. Même Roanne et les Gravanches, où on produit les pneus haut de gamme, connaissent un ralentissement jusqu'à 20%. Tous les autres sites français comme Cholet, le Puy-en-Velay, Vannes, Montceau-les-Mines subissent une perte d'activité plus importante encore. Tous ces sites ont une capacité de production inférieure à 50%”*. Il poursuit : *“C'est dû à la seule responsabilité de Michelin qui favorise ses usines où la main-d'œuvre est moins chère. À Clermont-Ferrand, le site des Gravanches va fermer une semaine en novembre. Deux sites vont avoir recours au chômage partiel, le Puy-en-Velay et Troyes. Aux Gravanches, ils essaient d'écouler les stocks. On a rarement connu de semaines de fermeture à Clermont-Ferrand. C'est un signe inquiétant. En Haute-Loire, il va y avoir deux semaines et demie de chômage partiel car les taux de charge baissent ”*.

“Aujourd'hui en France, il reste 16.000 salariés. On attend des annonces de fermeture sur Vannes, Cholet et Tours. On a déclenché un droit d'alerte sur ces trois usines. Ces trois sites sont particulièrement en danger”. Pour les sites concernés par des fermetures temporaires, Michelin n'a pas recours au chômage partiel : *“Les salariés vont prendre des congés de cette année ou Michelin va leur faire prendre des congés par anticipation ou des congés sans solde. Pourtant, la loi dit que si c'est une demande liée à la fermeture de l'entreprise et que les salariés n'ont plus de jours de congés, c'est à l'entreprise de payer les congés”*.

Michelin a déjà annoncé la fermeture de trois usines en Allemagne et d'une aux Etats-Unis, ainsi que l'arrêt d'activités en Pologne et en Chine. On attend malheureusement que le groupe aille plus loin dans ses annonces, comme conséquences logiques de cette stratégie”.

À Blavozy (Haute-Loire) :

La direction prévoit d'arrêter la production pour une durée encore indéterminée. Les salariés algériens se préparent à une nouvelle période d'activité partielle dans les prochaines semaines.

Alors que les commandes continuent de baisser, la direction a annoncé aux représentants du personnel avoir demandé la mise en place de l'activité partielle sur le site. La Dreets (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) doit se prononcer dans les prochains jours.

L'usine de Vannes menacée de fermeture !

Cinquante départs à Vannes depuis le début de l'année : Un comité social et économique (CSE) extraordinaire s'est tenu, au siège du groupe, à Clermont-Ferrand, avec la direction et les représentants du personnel. Aucune information n'a filtré pour le moment. À cette occasion, les syndicats ont pris connaissance d'un rapport d'un cabinet d'expertise-comptable, mandaté dans le cadre de la procédure de droit d'alerte économique, afin de mieux apprécier les difficultés et les perspectives des trois usines.

Selon ce rapport, le site de Vannes a perdu **28 % de ses effectifs entre 2019 et 2024, soit 112 salariés en moins**. *« Il y a eu une cinquantaine de départs depuis le début de l'année. Nous ne sommes plus que 300 environ à Vannes alors que l'usine employait 900 personnes quand j'ai commencé à y travailler en 1997 »*, indique Christophe Villate. Selon les syndicats, les perspectives sont mauvaises pour le site vannetais qui a perdu **« 40 % de sa production entre 2021 et 2025 »**.

HÉNIN-BEAUMONT (NORD) : GRÈVE AU THÉÂTRE DE L'ESCAPADE !

Depuis plusieurs semaines les équipes artistiques et engagées par les compagnies sont mobilisées pour sauver le Théâtre de L'Escapade d'Hénin-Beaumont. A ce jour, le Président de l'association L'Escapade refuse tout dialogue.

La Mairie RN, elle préfère insulter les personnes qui se mobilisent de « salauds » dans son dernier bulletin municipal.

Face au refus du dialogue et au mépris du mouvement social en cours, la CGT Spectacle réitère son appel à la grève débutée le 3 octobre dernier pour une durée illimitée.

Les revendications restent et nous attendons qu'un dialogue puisse être établi :

Une direction artistique en état de marche, ce qui suppose la reprise de l'activité par son directeur Jean-Yves Coffre et des garanties lui permettant de mener à bien sa mission ;

- Le recrutement, en association avec la direction, d'un personnel pour faire fonctionner le théâtre et accueillir dans de bonnes conditions les équipes artistiques ;
- La fin des tentatives d'ingérence de la Mairie d'Hénin-Beaumont dans la gestion avec la signature d'une nouvelle convention qui garantisse la liberté de programmation à la direction du Théâtre de l'Escapade et la bonne tenue des saisons programmées en respect des respects des contrats conclus avec les compagnies ;
- Le maintien du financement du lieu.

La Fédération CGT du Spectacle appelle l'ensemble des salarié-es engagé-es par ces compagnie à continuer et amplifier la grève débutée le 3 octobre dernier.

LATÉCOÈRE (HAUTE-GARONNE) : DÉLOCALISATION DE SON DERNIER SITE D'USINAGE PRÈS DE TOULOUSE !

La délocalisation en cours du site de production de Montredon marque sans doute la fin des usines Latécoère à Toulouse (Haute-Garonne), même si le siège de ce sous-traitant aéronautique plus que centenaire reste dans la Ville rose et que le site doit être transformé en centre de recherche.

Depuis la fin août 2024, les machines-outils de l'usine sont évacuées petit à petit, alors que le site doit être transformé, selon l'industriel, en un centre de R&D et un centre de service client. C'est la fin d'une aventure d'un peu plus de six ans. En mai 2018, le site était en effet inauguré en grande pompe. Comme l'annonçait alors le groupe plus que centenaire, une usine du futur, « 4.0 », venait de voir le jour dans la zone d'activités toulousaine. Pour Latécoère, ce site de production s'inscrivait dans le plan de réorganisation « Transformation 2020 ».

Mais, en janvier 2023, le sous-traitant aéronautique, spécialisé dans la fabrication de tronçons de fuselage, de portes et de systèmes d'interconnexion, annonçait sa volonté de délocaliser la production de cette usine vers le Mexique et la République Tchèque **et cela malgré 6,2 millions d'euros d'aides publiques.**

En tout, 110 personnes travaillaient jusqu'à présent sur le site.

MONOPRIX SÉBASTOPOL (PARIS 2ÈME)

Débrayage de 90% des salarié-es de Monoprix Sébastopol mardi 8 octobre contre les bas salaires, la réduction des effectifs et la répression managériale inhumaine.

- Pour l'embauche de caissières et de personnel en nombre suffisant.
- Pour que la direction respecte les salarié-es et leur parle (enfin) correctement !
- Contre le favoritisme et pour l'égalité de traitement pour toutes et tous !
- Pour le respect des instances représentatives et les élu-es du personnel.

CHARAL (SARTHE) : RESTRUCTURATION ANNONÇÉE, 200 POSTES MENACÉS !

Réorganisation forcée : Le groupe Bigard a de nouveaux projets pour son usine Charal de Sablé-sur-Sarthe

Les bruits de couloir étaient persistants ces derniers temps, mais le couperet est tombé la semaine dernière. L'usine Charal de Sablé-sur-Sarthe (Sarthe) va subir une restructuration dans les mois à venir.

Deux cents employés attendent d'être fixés sur leur sort !

Il y a quelques semaines, le site sarthois de Charal était au cœur de rumeurs prétendant qu'il allait être racheté par un concurrent. Des changements vont bien avoir lieu, mais dans un tout autre cadre. Le groupe Bigard, qui détient la marque Charal, a décidé de modifier les fonctions principales et historiques de son usine.

Transformation de l'usine en plateforme logistique !

Le géant de la transformation de viande veut en faire une plateforme logistique. L'abattage et les ateliers de découpe disparaîtront ainsi en 2025. Trois cents employés étaient actuellement en charge de ces missions. Une fois la restructuration effective, **ils ne seront plus qu'une centaine.** Ce sont donc **deux cents emplois qui sont menacés** par cette annonce.

MARTINIQUE ÎLE MORTE : BARRAGES, OPÉRATION ESCARGOT, PORT BLOQUÉ... L'ACTIVITÉ DE L'ÎLE FORTEMENT PERTURBÉE !

La mobilisation "*Martinique île morte*" lancée par une trentaine d'organisations politiques et syndicales a démarré très tôt mercredi 9 octobre avec une opération escargot sur les principaux axes routiers. Le collectif exige notamment "*le départ immédiat des CRS*" et exprime sa "*totale solidarité avec les manifestants engagés dans la lutte contre la vie chère*".

Dès 4h du matin, des barrages ont été installés sur le pont Lorrain juste à l'entrée du bourg avec des palettes et des pneus pour bloquer le passage des automobilistes. Seuls les professionnels de santé ont été autorisés à passer.

Des affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre ont eu lieu. Les gendarmes ont fait usage de gaz lacrymogène.

L'accès à la Zone Industrielle La Lézarde au Lamentin a été occupé par des manifestants. Des drapeaux de la CGTM flottent sur le blocage.

Des mobilisations ont également bloqué les zones d'activité, sur le port, l'aéroport. L'intersyndicale portuaire a annoncé le blocage à l'entrée et à la sortie de la structure située à Fort-de-France.

Contre la répression coloniale !

Les organisations signataires à l'initiative de la journée "*Martinique île morte*" dénoncent notamment "*la répression coloniale et les violences exercées par la CRS-8 contre les manifestants rassemblés au carrefour Mahault du Lamentin*".

Elles "*exigent le départ immédiat des CRS conformément à la motion votée en plénière de la CTM le 04 octobre 2024*" et expriment "*leur totale solidarité avec les manifestants engagés dans la lutte contre la vie chère*".

MONDE

ITALIE : LA PRODUCTION BAISSÉ DE 40 % POUR STELLANTIS !

La production automobile italienne, symbole historique du savoir-faire du pays, traverse une crise profonde. **Stellantis voit sa production en Italie s'effondrer de 40,7 % en 2024**, plongeant le secteur dans une situation alarmante.

Une chute sans précédent !

Selon les données de la Fim-Cisl, la production automobile de Stellantis en Italie est passée de 567 525 unités en 2023 à seulement 387 600 unités sur les neuf premiers mois de 2024. Ce déclin concerne à la fois les véhicules particuliers et les véhicules commerciaux. **La production des voitures a chuté de 40,7 %, atteignant 237 700 unités**, tandis que les véhicules commerciaux enregistrent une baisse de 10,2 %, avec 149 900 unités.

Tous les sites de production italiens de Stellantis sont dans le rouge !

Même les usines de Pomigliano d'Arco et d'Atessa, qui affichaient des chiffres positifs en début d'année, ont cédé au ralentissement général avec respectivement -5,5 % et -10,2 % au troisième trimestre. Les autres sites connaissent des baisses bien plus drastiques, allant jusqu'à -75,8% pour l'usine de Modène. Ce ralentissement n'est pas anecdotique ; il pourrait entraîner **une baisse totale de la production sous la barre des 500.000 unités** d'ici la fin de l'année.

Un marché difficile et des défis électriques !

La transition vers l'électrique et les difficultés du marché automobile européen exacerbent la crise. Stellantis doit affronter une demande en berne pour les véhicules électriques, alors même que l'entreprise mise sur cette transition pour assurer son avenir. Le site emblématique de Mirafiori, à Turin, où est produite la Fiat 500e électrique, a vu sa production **s'effondrer de 68 %**, illustrant les difficultés du marché des véhicules électriques.

Une tempête qui frappe l'Europe !

Les problèmes de Stellantis en Italie ne sont pas isolés. **Toute l'industrie automobile européenne souffre d'une crise de surcapacité.** En Allemagne, Volkswagen a annoncé la fermeture de certaines usines, un événement sans précédent dans l'histoire du groupe.

Des conséquences sociales et politiques !

Face à cette situation, les syndicats italiens, représentés par la Fim-Cisl, montent au créneau. Ils ont annoncé **une grève nationale dans tout le secteur automobile le 18 octobre** pour protester contre la baisse de la production et les risques pour l'emploi. Le site de Termoli, destiné à devenir une gigafactory pour la production de batteries, est également en sursis. L'investissement, initialement prévu, a été suspendu, laissant planer **le spectre de milliers de licenciements** dans une région déjà économiquement fragile.

Le climat social et économique devient de plus en plus tendu, et les décisions stratégiques à venir détermineront l'avenir de l'industrie automobile en Italie.

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement